
Le Kremlin à La Mecque: le pèlerinage saoudien de la diplomatie russe



Julien Nocetti

Jun 2010

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Centre Russie/NEI

© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2010

ISBN : 978-2-86592-728-9

IFRI

27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE
TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00
FAX : 33 (0)1 40 61 60 60
E-MAIL : ifri@ifri.org

IFRI-Bruxelles

RUE MARIE-THERESE, 21
1000 BRUXELLES
TEL. : 32(2) 238 51 10
FAX : 32 (2) 238 51 15
E-MAIL : info.eurifri@ifri.org

SITE INTERNET : www.ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques et politiques qu'économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (évaluation par des pairs et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique, vous pouvez écrire à l'adresse suivante : info.russie.nei@ifri.org

Derniers numéros

- Richard Sakwa, « La Russie et la Turquie : repenser l'Europe pour dépasser le statut d'"outsiders" », *Russie.Nei.Visions*, n° 51, mai 2010;
- Thomas Gomart, « L'Europe dans la politique étrangère russe : nécessaire, mais plus suffisante », *Russie.Nei.Visions*, n° 50, mai 2010;
- Mark N. Katz, « La politique russe au Grand Moyen-Orient ou l'art d'être l'amie de tout le monde », *Russie.Nei.Visions*, n° 49, avril 2010.

Retrouvez la bibliothèque de la collection *Russie.Nei.Visions* en ligne via *Pearltrees* <www.pearltrees.com/ifri.russie.nei/589342/>.

Auteur

Julien Nocetti est associé aux travaux du Centre Russie/NEI de l'Ifri. Diplômé en relations internationales, géopolitique et intelligence économique, il a enrichi son parcours universitaire d'expériences professionnelles dans les médias en Russie, au ministère de la Défense et dans le secteur du conseil en stratégie. Ses sujets de recherches portent sur les relations entre la Russie et les pays du Moyen-Orient, la politique énergétique russe vis-à-vis de l'OPEP et les transformations de l'outil militaire russe.

Sommaire

RESUME	4
INTRODUCTION	5
PRINCIPAUX FACTEURS DE RAPPROCHEMENT	7
Le tournant du 11 septembre	8
Montée de l'antiaméricanisme dans le monde arabo-musulman	9
Faire oublier la Tchétchénie, se rapprocher de l'Islam.....	10
INFLUER SUR LES DECISIONS DE L'OPEP	13
Rivalité pour la suprématie énergétique?	13
Le triangle Russie-OPEP-Arabie saoudite	15
Coopération économique prometteuse versus marché concurrentiel	16
<i>Les promesses d'une coopération gazière</i>	16
<i>Coopération militaro-technique: quelle crédibilité ?</i>	17
<i>Entre concurrence et espoirs</i>	18
UN « JEU A TROIS » AVEC L'IRAN	19
À la recherche d'un équilibre entre l'Arabie saoudite et l'Iran	19
<i>« Guerre froide » entre l'Arabie saoudite et l'Iran</i>	19
<i>Entente stratégique et méfiance entre la Russie et l'Iran</i>	20
Eloigner Moscou de Téhéran : la « diplomatie des S-400 »	21
CONCLUSION	23

Résumé

Les relations entre la Russie et l'Arabie saoudite n'ont jamais été aussi cordiales qu'en 2009. Après des années de tensions sur le soutien saoudien au fondamentalisme islamique dans l'espace post-soviétique et la proximité de la Russie avec l'Iran et l'Irak, Moscou et Riyad ont opéré un rapprochement progressif. Celui-ci a été favorisé par la complexité croissante de leurs relations respectives avec les États-Unis, les inquiétudes provoquées par la situation en Irak et la remontée, entre 2003 et 2008, des prix des hydrocarbures. Néanmoins, leur relation est limitée par des intérêts divergents dans le domaine énergétique et subit les fluctuations de l'environnement politique moyen-oriental, notamment autour du dossier iranien. Au final, en se rapprochant de Riyad, Moscou souhaite avant tout améliorer son image politique et affirmer sa présence dans le monde arabo-musulman. Le Kremlin joue sur plusieurs tableaux et sa relation au Royaume reste tributaire de ses rapports avec Washington.

Introduction

Depuis la « guerre contre le terrorisme international » lancée après le 11 septembre 2001, le monde arabo-musulman pris dans son ensemble – et le Moyen-Orient spécialement –, fait l'objet d'une attention particulière de la Russie. Dans une région en proie à de multiples crises et tensions, les dirigeants russes cherchent avant tout à obtenir des leviers stratégiques leur permettant de prévenir toute contagion islamiste et/ou séparatiste qui déstabiliserait le flanc méridional de la Fédération. Le but est aussi d'éviter, ou tout du moins de limiter, la polarisation ethnique, en particulier pour les minorités musulmanes, en renforçant leur sentiment d'appartenance à la Fédération. Celles-ci représenteraient près de 20 millions de personnes et seraient sujettes aux influences de l'islam radical, en particulier dans le Caucase du Nord. Il s'agit également, pour la Russie, d'assurer des débouchés à ses principaux secteurs stratégiques (hydrocarbures, nucléaire, armement). Enfin, en revendiquant de façon plus visible une relation politique privilégiée avec le monde arabo-musulman, la Russie entend profiter de l'affaiblissement des États-Unis dans la région afin de se présenter comme un contrepoids.

Dans ce contexte, les pays du golfe Persique font figure de « partenaires privilégiés ». L'Arabie saoudite, par son emplacement géographique, son emprise énergétique, son potentiel économique, sa portée religieuse et l'influence qu'elle exerce aux États-Unis, fait figure de « chef de file ». Anciens adversaires du temps de la guerre froide, Moscou et Riyad ont récemment développé un agenda commun et renforcé leurs liens politiques et économiques, basés depuis 2003 sur un dialogue régulier. L'amélioration des relations bilatérales s'est concrétisée par la visite historique de V. Poutine à Riyad en février 2007, quelques jours après ses propos appuyés sur l'unilatéralisme américain lors de la Conférence sur la sécurité de Munich¹.

La relation russo-saoudienne illustre clairement les orientations diplomatiques russes au Moyen-Orient. Néanmoins, le rapprochement entre Moscou et Riyad fournit des éléments révélateurs sur les contradictions et les limites de la politique russe

¹ Disponible à l'adresse suivante :
<http://archive.kremlin.ru/eng/speeches/2007/02/10/0138_type82912type82914type82917type84779_118123.shtml>.

vis-à-vis du monde arabo-musulman. En effet, Moscou maintient des coopérations sensibles avec l'Iran, maximise sa position de *free rider* vis-à-vis de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP), et associe ses initiatives saoudiennes à sa politique vis-à-vis de Washington. Moscou adopte une posture favorisant ses intérêts à court terme, qui rend peu lisible la densité de sa relation avec Riyad, au risque de restreindre sa marge de manœuvre dans une région qu'elle ne peut se permettre de négliger.

Principaux facteurs de rapprochement

Si les relations de l'URSS avec l'Arabie saoudite datent des années 1920, elles restent mauvaises entre le début de la Guerre froide et le tournant des années 2000. Le soutien militaire de l'URSS aux régimes socialistes d'Ethiopie, du Sud Yémen et d'Afghanistan, l'accroissement de la présence navale soviétique dans le golfe Persique, sont alors perçus à Riyad comme une volonté d'encercler le Royaume et de renverser la famille royale, alliée indéfectible des États-Unis depuis 1945. L'invasion soviétique de l'Afghanistan puis l'incertitude liée à une possible évolution marxiste de la révolution iranienne ne font qu'accroître, aux yeux des monarques saoudiens, la perception d'une menace soviétique. En réaction, dans les dernières années de l'URSS, l'Arabie saoudite tente d'affaiblir l'Union soviétique en finançant massivement la rébellion afghane. À l'initiative de la Maison Blanche, Riyad augmente sa production pétrolière, faisant chuter les prix du baril et privant ainsi Moscou de devises dont elle a alors désespérément besoin².

Peu avant l'effondrement de l'Union soviétique, la politique de Moscou vis-à-vis du golfe Persique prend un nouveau tournant. Le Kremlin appuie les résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU autorisant l'usage de la force contre l'Irak de Saddam Hussein, dont les velléités de *leadership* régional inquiètent Riyad. Payant, le geste favorise la restauration des liens diplomatiques entre l'URSS et l'Arabie saoudite (1990)³ et l'approfondissement de leurs relations⁴. Durant la décennie 1990, la Russie espérait que le réchauffement des relations avec l'Arabie saoudite inciterait le Royaume à investir en Russie et offrirait à l'industrie de défense russe des perspectives de contrats.

² M. Goldman, *Petrostate : Putin, Power and the New Russia*, New York, Oxford University Press, 2008, p. 49-54.

³ Le rôle d'Evgueni Primakov dans cette évolution aurait été non négligeable, selon B. Pankin, in *The Last Hundred Days of the Soviet Union*, Londres, I.B. Tauris, 1996, p. 53.

⁴ Riyad a alloué une aide économique de 2,5 milliards de dollars à Moscou. Ce montant est à comparer aux 3 milliards de dollars accordés par le Japon et aux 6,5 milliards du gouvernement américain. Notons par ailleurs que l'apport de la liberté de religion aux musulmans de Russie et de l'ex-URSS, contentieux historique entre les deux pays, a favorisé l'ébauche d'une réconciliation bilatérale.

Cependant, l'amorce de rapprochement ne s'est jamais véritablement concrétisée. La Russie a accusé l'Arabie saoudite d'interférer dans le conflit en Tchétchénie, d'attiser le fondamentalisme islamique dans l'espace post-soviétique et de porter ses choix d'investissements dans les États de la Caspienne plutôt qu'en Russie⁵.

Le tournant du 11 septembre

Les attentats du 11 septembre 2001 permettent à la Russie d'initier un rapprochement avec les États-Unis en matière de « lutte contre le terrorisme international ». Le Royaume fait alors l'objet de vives critiques pour son implication supposée dans le financement de réseaux terroristes internationaux⁶. Alors que les dirigeants russes rappellent publiquement à maintes reprises que 15 des 19 pirates de l'air sont originaires d'Arabie saoudite, les monarques saoudiens pensent que Moscou tente d'améliorer les relations russo-américaines à leurs dépens⁷. En parallèle, afin de « vendre » aux États-Unis son image de source d'approvisionnement fiable, la Russie entreprend d'augmenter notablement ses capacités de production de pétrole.

Cependant, les négociations sur les moyens d'acheminement de pétrole russe aux États-Unis se heurtent à la reprise en main du secteur énergétique russe par le Kremlin, concrétisée par le démantèlement de Yukos après l'arrestation de M. Khodorkovski en octobre 2003⁸.

C'est dans ce contexte sécuritaire et énergétique particulier que doivent être analysées les tensions entre Moscou et Riyad. L'Arabie saoudite perçoit très défavorablement la proximité de la Russie avec l'Irak de Saddam Hussein et la Syrie, le transfert d'armes et de technologie nucléaire à l'Iran, sa relation substantielle avec Israël, ainsi que l'expansion de ses capacités de production de

⁵ S.T. Hunter, « Russia's Relations with the Arab World and the Balkans », in *Islam in Russia. The Politics of Identity and Security*, New York, M.E. Sharpe, 2004, p. 383-386. Pour l'auteur, l'une des conséquences les plus néfastes du conflit en Tchétchénie sur la politique étrangère russe a été l'escalade des tensions entre Moscou et Riyad.

⁶ R. Bronson, *Thicker Than Oil. America's Uneasy Partnership with Saudi Arabia*, New York, Oxford University Press, 2006, p. 232-247. L'auteur défend néanmoins l'alliance américano-saoudienne, basée selon elle depuis six décennies sur le tryptique « Oil, God and Real estate ».

⁷ A. Malashenko, « Russia and the Muslim World », *Working Paper n° 3*, Carnegie Moscow Center, 2008, p. 17. <www.carnegie.ru/en/pubs/workpapers/WP_3_2008-eng.indd.pdf>.

⁸ Le sommet russo-américain de Houston, en octobre 2002, avait pourtant permis d'ébaucher une coopération énergétique entre les deux pays. M. Goldman, *Petrostate*, op. cit. [2], p. 112-113.

pétrole, à une période où les prix du baril restent relativement faibles⁹.

La Russie, de son côté, accuse l'Arabie saoudite de financer les séparatistes musulmans en Tchétchénie¹⁰. Dès 1999, l'internationalisation du conflit tchétchène a certainement favorisé une dynamique de radicalisation en Russie, notamment par la multiplication d'organismes caritatifs et d'écoles coraniques financées par les pays du Golfe¹¹. La tension entre les deux pays, alors à son apogée, est inversement proportionnelle à l'image de la Russie dans le monde arabo-musulman. Un ministre saoudien incrimine alors Moscou « d'actes inhumains contre les musulmans de Tchétchénie » lors d'une réunion de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) en juin 2000¹².

Montée de l'antiaméricanisme dans le monde arabo-musulman

Toutefois, à partir de 2003, l'évolution du contexte international permet d'amorcer un rapprochement progressif entre la Russie et l'Arabie saoudite.

Outre l'élimination de deux pommes de discorde (le soutien saoudien aux Talibans et les liens de la Russie avec le régime irakien), la conjonction de deux facteurs – l'intervention militaire américaine en Irak et en Afghanistan et la montée de l'antiaméricanisme dans le monde arabo-musulman – explique en grande partie la réconciliation russo-saoudienne.

En effet, depuis l'offensive américaine en Irak, Moscou et Riyad se sont retrouvés dans le même camp anti-guerre. Vladimir Poutine a souhaité profiter de cette conjoncture, alors que les Saoudiens cherchaient de nouveaux appuis sur la scène internationale à la suite du refroidissement de leurs relations avec Washington. Le président russe espérait, grâce à cette réconciliation,

⁹ N. Obaid, *The Oil Kingdom at 100: Petroleum Policymaking in Saudi Arabia*, Washington Institute for Near East Policy, 2000, chapitre 7. Pour l'auteur, plutôt que de réguler sa production afin d'assurer la stabilité des prix, l'Arabie saoudite, en accroissant sa production, pousse les autres pays producteurs en dehors du marché pétrolier mondial.

¹⁰ M.N. Katz, « Saudi-Russian Relations in the Putin Era », *The Middle East Journal*, vol. 55, n° 4, automne 2001, p. 10.

¹¹ R. Dannreuther, « Islamic Radicalization in Russia: an Assessment », *International Affairs*, vol. 86, n° 1, 2010, p. 114. Les amendements aux lois sur l'extrémisme (2006 et 2007), médiatisés en Occident sous le prisme d'une régression des libertés, ont notamment permis de fermer ces structures faisant la promotion d'un islam rigoriste.

¹² *Ibid.*, p. 119. Moscou a également été critiqué pour son soutien à la « guerre contre la terreur » et pour l'appui d'Israël à ses opérations antiterroristes au Caucase.

priver la guérilla tchétchène du soutien financier accordé par les associations saoudiennes et attirer ces fonds vers les entreprises russes.

Après une virulente campagne anti-saoudienne aux États-Unis, la famille royale conclut que les relations entre Riyad et Washington sont durablement compromises¹³. L'amélioration des relations avec Moscou apparaît sans nul doute pour Riyad comme un moyen utile de signaler à Washington que le Royaume peut se tourner vers d'autres partenaires.

La visite à Moscou du Prince héritier Abdallah en septembre 2003 concrétise l'ébauche d'un réchauffement. Première visite d'un chef d'État saoudien (alors par intérim, jusqu'à son couronnement en 2005) dans la capitale russe, elle permet également, dans un contexte de remontée des prix des hydrocarbures, de mettre fin à la guerre des prix du pétrole qui a opposé les deux pays en 2001-2002, la Russie étant devenue entre-temps le plus grand exportateur de brut hors OPEP.

Faire oublier la Tchétchénie, se rapprocher de l'Islam

Le réchauffement des relations russo-saoudiennes a certainement permis d'assainir la relation de Moscou avec la Tchétchénie. Depuis 2003, la question tchétchène a cessé d'être un contentieux entre Moscou et Riyad¹⁴. Avec la visite de Ramzan Kadyrov à La Mecque en août 2007, non seulement les dirigeants saoudiens ne s'opposent plus à la politique de Moscou vis-à-vis de la Tchétchénie, mais lui témoignent leur soutien¹⁵. L'Arabie saoudite a relevé le quota de pèlerins russes autorisés à faire le *Hadj* à La Mecque : de 13 000 en 2006, ils sont passés à 25 000 en 2007¹⁶. Les présidents des républiques musulmanes russes du Tatarstan, Mintimer Chaïmiev (qui a été remplacé en mars 2010), et de Tchétchénie, Ramzan Kadyrov, se rendent chaque année dans le Royaume depuis 2007.

¹³ Intervention du ministre saoudien des Affaires étrangères, Saoud Al-Faisal, devant le *Council on Foreign Relations*, 27 avril 2004 : « The US and Saudi Arabia : A Relationship Threatened by Misconceptions », <www.cfr.org/publication.html?id=6982>.

¹⁴ A. Malashenko, *op. cit.* [7].

¹⁵ Durant sa visite, R. Kadyrov a rejoint le roi Abdallah au cours d'une cérémonie religieuse. Ce dernier lui a reconnu sa légitimité de dirigeant musulman et a approuvé la politique tchétchène des autorités russes.

¹⁶ « 3 000 pèlerins tchétchènes attendus cette année à La Mecque », RIA Novosti, 14 novembre 2007.

Plus globalement, ces faits illustrent le sentiment, parmi les dirigeants russes, que l'Islam tend à prendre une place croissante dans les relations internationales¹⁷. En tant qu'État principalement européen avec une importante minorité musulmane, la Russie d'aujourd'hui pense avoir la vocation historique de jouer le rôle de médiateur entre les mondes occidental et musulman¹⁸. Les discours officiels, notamment celui de S. Lavrov lors du Sommet de l'OCI à Dakar en mars 2008, reflètent clairement cette ambition : selon le ministre des Affaires étrangères, la Russie fait aussi partie du monde musulman¹⁹. Là se trouve un aspect crucial de la politique du Kremlin : ce statut de « pont » entre deux mondes lui permet d'avoir un rôle central dans l'architecture de sécurité régionale, de développer ses relations avec les pays arabo-musulmans, de diversifier sa politique étrangère et de contrebalancer, dans la mesure du possible, l'influence régionale des États-Unis. En se montrant ouverte et tolérante, la Russie s'assurerait que les facteurs religieux et ethniques ne soient pas utilisés contre elle²⁰.

L'Arabie saoudite a joué un rôle non négligeable dans la volonté des autorités russes de s'attirer les faveurs de l'Islam. Riyad a appuyé la candidature de Moscou à l'Organisation de la conférence islamique (OCI). En 2003, la Russie est le premier pays majoritairement non musulman invité au Sommet des chefs d'États de l'OCI. En 2005, elle en devient membre observateur – un statut qui reste néanmoins symbolique²¹. La question tchétchène n'est pas la seule motivation de la Russie à rejoindre l'OCI : Moscou souhaite

¹⁷ Interview de V. Poutine à *Al-Jazeera* le 10 février 2007 : <http://archive.kremlin.ru/eng/speeches/2007/02/10/2048_type82916_118110.shtml>

¹⁸ A. Malashenko, *op. cit.* [7], p. 12.

¹⁹ « En tant que société plurinationale et multiconfessionnelle, la Russie fait partie du monde musulman ». Sommet de l'OCI à Dakar, 13 mars 2008, <www.mid.ru/brp_4.nsf/e78a48070f128a7b43256999005bcbb3/681763963fddac13c325740f00213d7b?OpenDocument>. Les dirigeants russes se sont par ailleurs montrés très critiques vis-à-vis de la stigmatisation de l'Islam par l'Occident. « Des tentatives sont faites pour diviser le monde sur une base religieuse et ethnique, et pour creuser un fossé d'incompréhension entre les communautés chrétiennes et islamiques. Un conflit de civilisations est virtuellement imposé à travers le monde ». V. Poutine, Sommet mondial des leaders religieux, Moscou, 3 juillet 2006, <www.interfaithnews.net/wp/2006/10/24/world-summit-of-religious-leaders-condemns-religiously-sanctioned-abuses/>.

²⁰ Il est à noter que la démographie des populations musulmanes de Russie fait débat. De nombreux observateurs évoquent la « forte croissance » de ces minorités, qui constitueraient le tiers de la population de la Russie d'ici 2025, selon V.Y. Belokrenitskii, in « Rossiâ i islamskij mir : politiko-demografičeskie trendy » [La Russie et le monde musulman : tendances politiques et démographiques], *Politiâ*, vol. 4, n° 47, p. 104-121. Néanmoins, il apparaît que ces minorités ont opéré depuis les années 1990 une transition démographique « à la russe ». Ainsi, en 2007, les taux de fécondité observés dans les régions à majorité musulmane du Tatarstan, de l'Ingouchie ou du Daghestan sont à peine supérieurs à la moyenne russe (1,4 enfant par femme). <www.gks.ru/bgd/regl/B08_16/lssWWW.exe/Stg/html1/02-08.htm>.

²¹ A. Malashenko, « The Islam Factor in Russia's Foreign Policy », *Russia in Global Affairs*, n° 2, juillet-septembre 2007, <www.eng.globalaffairs.ru/numbers/20/1136.html>.

alors contrebalancer la détérioration de ses relations avec l'Occident en diversifiant ses contacts de politique étrangère vers ses flancs méridional et oriental.

Influer sur les décisions de l'OPEP

Sur le plan économique, la Russie perçoit l'Arabie saoudite à la fois comme une rivale et un partenaire potentiel. À ce niveau, la qualité de la relation bilatérale dépend le plus souvent des fluctuations des prix du pétrole.

Moscou se méfie du rôle de l'OPEP, dont la politique est largement déterminée par la position de Riyad. Ambivalente, la stratégie de la Russie consiste à bénéficier de sa position de *free rider* vis-à-vis de l'OPEP, lui permettant de tirer parti des prix élevés des hydrocarbures sans avoir à respecter les quotas de production du cartel.

Dans le cadre de l'« économisation » de la politique étrangère russe²², l'Arabie saoudite fait figure de marché potentiel particulièrement lucratif. Un dialogue diplomatique régulier et la signature d'accords de coopération ont permis l'instauration d'une relation commerciale. Comme c'est le cas en Amérique latine ou en Afrique, Moscou espère conclure des contrats dans les domaines d'excellence du pays : gaz, armement, nucléaire²³.

Rivalité pour la suprématie énergétique?

Objet d'un lourd passif historique, le dialogue énergétique reste l'une sinon la priorité de la diplomatie russe vis-à-vis de l'Arabie saoudite. Deux premiers producteurs et exportateurs de pétrole brut au monde, la Russie détiendrait 6,3 % des réserves prouvées et l'Arabie saoudite 21 %. Alors que le Royaume exporte plus des trois quarts de sa production, la Russie consomme plus des deux tiers de sa production de pétrole²⁴.

La différence majeure entre les politiques énergétiques de Moscou et de Riyad se situe dans leur position unique sur le marché

²² M. Goldman, *op. cit.* [2], p. 172-176.

²³ Sur l'Amérique latine, consulter par exemple S. Blank, « La Russie et l'Amérique latine : manœuvres géopolitiques dans le voisinage des Etats-Unis », *Russie.Nei.Visions*, avril 2009. www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=5332&id_provenance=97.

²⁴ Données recueillies dans le BP Statistical Review of World Energy 2009.

pétrolier mondial. Pays « peuplé » aux réserves relativement modestes comparées à celles des autres grands pays producteurs, la Russie favorise une stratégie de maximisation à court terme de ses revenus. L'Arabie saoudite, disposant de réserves plus conséquentes, avec des coûts de production plus faibles, une population peu nombreuse et une consommation domestique modérée, privilégie la maximisation de ses revenus sur le long terme²⁵. Cette divergence stratégique occasionne une rivalité directe sur la fixation des prix du baril.

La politique saoudienne consiste à œuvrer pour maintenir les prix à un niveau modéré qui reste acceptable pour les consommateurs de la planète, surtout américains. Différence fondamentale par rapport à la Russie, l'Arabie saoudite est le seul pays à pouvoir augmenter rapidement sa production dans des proportions significatives (*swing state*)²⁶. La Russie, quant à elle, possède un intérêt immuable : maintenir des prix du pétrole élevés, qui, générant un afflux de devises, permettent à Moscou d'accroître sa marge de manœuvre sur la scène internationale²⁷. Même si l'objectif stratégique majeur de la Russie consiste à garder le contrôle sur les réserves d'hydrocarbures de la mer Caspienne, la diplomatie énergétique du Kremlin traduit une volonté de pouvoir influencer sur les prix de l'or noir.

Certains observateurs laissent entendre que la Russie et l'Arabie saoudite sont « en lutte pour l'hégémonie énergétique »²⁸. D'autres experts font état des inquiétudes des hommes politiques et de l'opinion publique russes sur le statut de grande puissance de la Russie : Moscou voit l'Arabie saoudite comme un pays qui est susceptible, à tout moment, de réduire drastiquement les revenus pétroliers dont le pays a besoin. La Russie est surtout largement perturbée par la haute main de l'Arabie saoudite sur la fixation des prix du pétrole²⁹.

²⁵ E.L. Morse, J. Richard, « The Battle for Energy Dominance », *Foreign Affairs*, vol. 81, n° 2, mars-avril 2002, p. 18, <http://web.nps.navy.mil/~relooney/ForeignAffairs_3.pdf>.

²⁶ P. Noël, « Les États-Unis et la sécurité pétrolière mondiale », *Ramses*, Ifri/Dunod, 2005, p. 151-154.

²⁷ A. Myers Jaffe, J. Ellass, « The History and Politics of Russia's Relations with OPEC », *James Baker III Institute for Public Policy*, mai 2009, p. 23.

²⁸ Selon Morse et Richard, *op. cit.* [25], la Russie serait en mesure de détrôner l'Arabie saoudite et l'OPEP sur les marchés pétroliers américains, européens et asiatiques. A l'inverse, S. Telhami et F. Hill arguent que seule l'Arabie saoudite est en mesure d'assurer la sécurité énergétique des États-Unis. « Does Saudi Arabia Still Matter ? », *Foreign Affairs*, vol. 81, n° 5, novembre-décembre 2002. <www.foreignaffairs.com/articles/58444/shibley-telhami-fiona-hill-et-al/does-saudi-arabia-still-matter-differing-perspectives-on-the-kin?page=show>.

²⁹ Entretien de l'auteur avec un chercheur russe, Moscou, avril 2007.

Le triangle Russie-OPEP-Arabie saoudite

Contrairement à la Russie, le Royaume est membre de l'OPEP et peut à ce titre décider d'augmenter ou de baisser la production de pétrole pour contrôler les prix, conjointement aux fluctuations du marché. Entre 2003 et 2007, les prix de l'or noir étant très élevés, Moscou n'avait aucun intérêt à contribuer à la réduction de la production pour aider l'OPEP à soutenir les prix à la hausse. Cependant, depuis le second semestre 2008, le prix des hydrocarbures a chuté³⁰. L'Arabie saoudite et l'OPEP ont plus d'une fois réagi en tentant de stabiliser les prix par une baisse de la production. Le refus de la Russie de réduire sa production a suscité quelques tensions entre Moscou et Riyad. En septembre 2008, Igor Setchine, vice-Premier ministre russe et président de Rosneft, invité au Sommet de l'OPEP à Vienne, a annoncé que son gouvernement rédigeait un projet d'accord de coopération avec l'OPEP, sans toutefois réduire sa production, « dont [celui-ci] dépend pour ses revenus »³¹. Les dirigeants saoudiens ont signifié à Moscou que l'OPEP n'annoncera pas de baisses importantes si la Russie ne réduit pas sa production, augmentant ainsi les craintes russes que le prix du baril ne tombe en dessous des 25 dollars.

Alors que le cartel réduisait sa production et ses exportations au premier semestre 2009, la Russie continuait d'accroître sa production, utilisant au mieux sa position de *free rider*. Cette stratégie porte ses fruits : la Russie est devenue en septembre 2009 le premier exportateur mondial de pétrole pour la première fois depuis la fin de l'URSS. Dans ce contexte, la tension inhérente aux relations russo-saoudiennes sur la question du niveau de production de pétrole ne sera pas résolue par la coopération, mais seulement au moyen d'un rebond, fort et durable, des prix de l'or noir.

En plus d'une absence de concessions sur les quotas de production, le Kremlin cherche à influencer l'OPEP en usant de ses atouts et savoir-faire stratégiques dans ses relations avec certains pays membres (ventes d'armes à l'Iran, au Venezuela et à l'Algérie, etc.). Ainsi, les coopérations militaro-techniques et énergétiques mises en place par la Russie avec ces États seraient davantage destinées à nouer des amitiés au sein de l'OPEP – et d'en tirer parti pour impulser des politiques favorables à Moscou – plutôt que se rapprocher du cartel et d'y faire entrer la Russie³².

³⁰ Après un pic de 145 dollars en juillet 2008, le prix du baril est descendu à 33 dollars en décembre 2008 pour se stabiliser autour de 75 dollars en janvier 2010. *Monthly Oil Market Reports*, OPEP.

³¹ J. Mann, « Russia's Policy Toward OPEC », *Middle Eastern Studies*, vol. 45, n° 6, sept. 2009, p. 1001-1002.

³² A. Myers Jaffe, *op. cit.* [27], p. 23.

Coopération économique prometteuse versus marché concurrentiel

Pour développer son influence dans le Royaume, et de façon notable depuis la visite de V. Poutine à Riyad en février 2007, Moscou propose notamment une coopération dans les domaines de l'énergie, de l'armement, du spatial et du nucléaire civil.

Les organismes institutionnels russes sont fortement impliqués dans la multiplication des forums d'affaires bilatéraux. Ainsi, sous l'égide de la Chambre de Commerce et d'Industrie, présidée par E. Primakov, le Conseil d'affaires russo-arabe³³, créé en 2003, organise des manifestations consacrées au renforcement des liens économiques entre la Russie et les pays arabes (« Forums d'affaires russo-saoudiens », « Arabia Expo »). Le développement et l'intérêt suscité par la « finance islamique » en Russie participent apparemment à la réalisation de partenariats³⁴.

Cependant, malgré leur croissance, les échanges entre les deux pays restent en-deçà des espérances russes. Si le commerce bilatéral s'est nettement accru depuis 2005, le total des échanges s'élevait à 468,8 millions de dollars en 2008, ne faisant du Royaume que le 45^{ème} partenaire commercial de la Russie. En comparaison, l'Arabie saoudite a échangé un total de 67 milliards de dollars avec les États-Unis et 41,8 milliards de dollars avec la Chine la même année³⁵.

Les promesses d'une coopération gazière

Moscou et Riyad ont entamé depuis 2003 une coopération dans le domaine gazier, un secteur prometteur et largement inexploité en Arabie saoudite³⁶. En 2004, LUKoil a remporté un appel d'offres de deux milliards de dollars concernant la prospection et l'exploitation d'un gisement de gaz naturel dans le désert du Rub al-Khali. Stroitransgaz, la branche ingénierie de Gazprom, a signé un partenariat avec la société saoudienne Oger pour la construction

³³ Celui-ci est dirigé par l'oligarque Vladimir Evtouchenkov, président du holding privé Sistema, qui est présent dans les secteurs des télécommunications et de l'immobilier en Russie.

³⁴ « Islamic Finance: Prospects of Development in Russia », Conseil d'affaires russo-arabe, 10 décembre 2009. <<http://russarabbc.ru/en/about/detail.php?ID=27383>>.

³⁵ Avec, certes, une balance commerciale largement favorable à l'Arabie saoudite, puisque les États-Unis et la Chine importent respectivement 13 % et 20 % de leur pétrole du Royaume. Quant à la Russie, ses exportations vers l'Arabie saoudite ont connu une hausse de 533 % entre 1997 et 2006.

<www.arabnews.com/?page=6§ion=0&article=103811&d=21&m=11&y=2007>.

³⁶ V. Poutine y fait référence dans son discours de Riyad, le 12 février 2007. <http://archive.kremlin.ru/eng/speeches/2007/02/12/2116_type82914type84779_118220.shtml>.

dans le Royaume d'un réseau national de transport et de distribution de gaz. Cette dernière firme a signé un contrat de 100 millions de dollars en mars 2007 pour la construction d'un pipeline de 217 kilomètres pour Saudi Aramco.

Au-delà de projets gaziers qui restent relativement modestes, c'est surtout la proposition de créer une « OPEP du gaz » – avec notamment le Qatar et l'Iran – qui a retenu l'attention lors de la tournée de V. Poutine en 2007. Ce projet – avant tout politique – ne semble pas susciter un grand enthousiasme dans la capitale saoudienne, Téhéran étant alors l'avocat le plus actif d'une telle organisation, principalement pour des raisons de politique étrangère³⁷.

Coopération militaro-technique: quelle crédibilité ?

Les ventes d'armes constituent l'autre vecteur (avec l'énergie) de la politique russe au Moyen-Orient. Depuis quelques années, Moscou cherche à diversifier sa clientèle pour que son industrie d'armement ne dépende plus seulement des commandes indiennes, chinoises et iraniennes³⁸. Le golfe Persique, et l'Arabie saoudite en particulier, où les dépenses militaires sont parmi les plus élevées au monde, constitue un marché attrayant. Le Royaume reste d'ailleurs le seul pays arabo-musulman à ne jamais s'être tourné vers Moscou pour son équipement militaire. Riyad et Moscou ont signé en juillet 2008 un accord de coopération militaire et technique. Depuis février 2007, la presse internationale spéculé sur les négociations entre Moscou et Riyad concernant l'acquisition par le Royaume d'armements russes³⁹. Malgré les montants annoncés (entre 2,2 et 4 milliards de dollars), ce contrat se heurte aux intérêts commerciaux américains ainsi qu'aux intérêts sécuritaires israéliens et iraniens. Chaque partie fait pression sur la Russie pour bloquer le transfert des systèmes de missile S-400 à Riyad.

³⁷ D. Finon, « La Russie et l'OPEP du gaz : vraie ou fausse menace ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 24, novembre 2007. L'Arabie saoudite n'exporte pas de gaz, ce qui en fait une perspective inutile pour Riyad. C'est l'Iran qui a lancé l'idée en juin 2006 au sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai et a réaffirmé son importance lors de la rencontre entre l'ayatollah Khamenei et Igor Ivanov en janvier 2007.

³⁸ Entre 2003 et 2007, le Moyen-Orient comptabilisait 8 % des exportations russes d'armements, contre 50 % pour la France. Données recueillies sur la base de données du SIPRI : <<http://armstrade.sipri.org>>.

³⁹ Sont évoqués 100 hélicoptères Mi-35 et Mi-17; 150 tanks T-90S ; plusieurs centaines de véhicules blindés de combat BMP-3; 20 systèmes de défense anti-aérienne Buk-M2E; et surtout 12 à 18 batteries de missiles anti-aériens S-400. « Saudi-Russian Military Cooperation », *Eurasia Daily Monitor*, Jamestown Foundation, 17 juillet 2008.

Entre concurrence et espoirs

Les espoirs russes d'investissements réciproques ne se sont pas toujours matérialisés, suscitant parfois de l'amertume à Moscou⁴⁰. Dans le secteur du nucléaire civil, activement promu par V. Poutine lors de sa visite à Riyad, les efforts de Rosatom restent jusqu'à présent vains. Dans le domaine du transport ferroviaire, la compagnie russe RZD a vu annuler la signature d'un contrat de 800 millions de dollars qui lui avait été attribué en janvier 2008⁴¹. Plus généralement, les entreprises russes se heurtent à la concurrence occidentale, mais aussi chinoise et indienne.

Les bases d'une coopération plus dense semblent néanmoins posées. La famille royale saoudienne commence à investir dans le secteur pétrolier russe⁴². Moscou a également entamé une coopération spatiale en assurant le lancement de sept satellites saoudiens⁴³ et en proposant à Riyad d'investir dans son système de navigation satellite GLONASS. En outre, depuis novembre 2006, des vols directs relient la Russie à l'Arabie saoudite. En parallèle, la Russie mobilise activement des outils de « soft power », principalement centrés sur les médias et la culture. Le Royaume envisage ainsi d'ouvrir un centre culturel à Moscou ainsi qu'un centre d'affaires. Dans les médias, la chaîne *Russia Today* diffuse en langue arabe depuis 2007 et, en novembre 2009, l'agence de presse RIA Novosti a relancé, dans quinze pays arabes et Israël, le journal *Moscow News* en arabe après 17 ans d'absence.

⁴⁰ Entretien de l'auteur avec un expert russe, juin 2009.

⁴¹ Riyad aurait annulé l'appel d'offres en question après avoir appris que RZD s'apprêtait à signer un contrat en Libye, pays avec lequel l'Arabie saoudite a des relations tendues. « The Arab Seduction », *Kommersant*, 15 juillet 2008, <www.kommersant.com/p912419/r_527/Saudi_Arabia_to_offer_Russia_lucrative_arms_contracts/>.

⁴² Une joint-venture russo-saoudienne a été créée en décembre 2009 pour développer des projets d'infrastructures dans la péninsule de Yamal, en Russie.

⁴³ « Poutine compte sur la coopération spatiale avec l'Arabie saoudite », RIA Novosti, 12 février 2007.

Un « jeu à trois » avec l'Iran

Le rapprochement russo-saoudien n'est pas sans conséquence sur l'équilibre régional des puissances. Partenaire jusqu'à présent proche de la Russie, l'Iran juge hostile la coopération croissante entre Moscou et Riyad. En froid avec Téhéran, la diplomatie saoudienne se sert de Moscou pour défendre ses intérêts de politique étrangère, révélant les contradictions de la politique extérieure russe. La Russie est réticente à altérer ses liens avec l'Iran pour approfondir ses liens avec l'Arabie saoudite.

À la recherche d'un équilibre entre l'Arabie saoudite et l'Iran

En raison de ses liens avec Téhéran, de son implication politique dans la crise nucléaire iranienne et dans la résolution du conflit israélo-palestinien au sein du Quartet, Moscou est un acteur à part entière sur la scène moyen-orientale. Les tensions entre l'Arabie saoudite et l'Iran permettent d'intensifier le dialogue politique entre Riyad et Moscou.

« Guerre froide » entre l'Arabie saoudite et l'Iran

La relation saoudo-iranienne reste largement structurée par la perception qu'ont les monarques saoudiens de la menace iranienne⁴⁴. Ancienne et multiforme, celle-ci n'englobe pas uniquement le programme balistique et nucléaire développé par Téhéran. Elle est avant tout liée au déséquilibre démographique entre les deux pays, à la volonté de l'Iran de s'affirmer comme puissance régionale et à la capacité de nuisance de Téhéran *via* notamment les communautés chiïtes du Moyen-Orient (les chiïtes représentent près de 30 % de la population de la province du Hasa, où est localisée l'essentiel de la production pétrolière du Royaume). L'influence grandissante de Téhéran en Irak depuis l'intervention armée et

⁴⁴ Pour une analyse globale des tensions entre l'Arabie saoudite et l'Iran : « Saudi-Iranian Relations Since The Fall of Saddam », RAND, 2009, <www.rand.org/pubs/monographs/2009/RAND_MG840.pdf>.

l'occupation occidentale inquiète également le Royaume, qui ne souhaite d'ailleurs pas le départ des forces armées américaines, lesquelles servent de bouclier contre l'Iran. La rivalité saoudo-iranienne s'exprime, également, par une remise en cause par Téhéran de la légitimité des Al-Saoud sur la scène moyen-orientale, en éclipasant par exemple la diplomatie saoudienne sur le conflit israélo-palestinien. Toutefois, si le pouvoir saoudien craint les aspirations expansionnistes de Téhéran, il n'a pas intérêt pour autant à soutenir un plan d'attaque américain ou israélien contre des cibles iraniennes. Le processus de normalisation engagé par le président Obama dès son intronisation à la Maison Blanche, censé conduire à un apaisement des relations américano-iraniennes, ne favorise pas les intérêts de Riyad. Malgré la rhétorique offensive du régime islamique, Téhéran mène une politique régionale pragmatique, en prenant garde à ne pas intervenir directement contre les États-Unis en Irak et l'Arabie saoudite dans le Golfe⁴⁵.

Entente stratégique et méfiance entre la Russie et l'Iran

La relation entre Moscou et Téhéran est mue par une communauté d'intérêts réciproques à court terme, qu'ils soient commerciaux, énergétiques ou sécuritaires⁴⁶. Cependant, l'« entente stratégique » développée depuis le tournant des années 1990 reste difficilement lisible⁴⁷.

Jusqu'à présent, l'Iran apparaît pour les dirigeants russes comme l'un des seuls pays qui n'a pas cherché à concurrencer la Russie dans l'espace post-soviétique, zone considérée par Moscou comme une sphère d'influence naturelle. Qu'il s'agisse de la situation en Asie centrale, dans la Caspienne ou en Afghanistan, les deux partenaires ont adopté des positions modérées prônant l'apaisement. Sur le plan économique, les entreprises russes de l'aéronautique et de l'armement bénéficient de la captivité du marché iranien. Aussi, les leaders russes continuent de penser que l'Iran est mieux placé que l'Arabie saoudite non pour ses réserves d'hydrocarbures ou la fixation de leurs prix, mais pour le contrôle des routes maritimes et des détroits du golfe Persique. Surtout, en devenant incontournable sur le dossier nucléaire iranien, la Russie se pose en grande puissance sur la scène internationale.

⁴⁵ K. Barzegar, « Iran's Foreign Policy Strategy After Saddam », *The Washington Quarterly*, vol. 33, n° 1, janvier 2010, p. 177-179. Sur l'approche pragmatique de l'Iran dans le Moyen-Orient post-2003 : R. Lowe, C. Spencer (ed.), « Iran: Its Neighbours and the Regional Crises », *Middle East Report*, Chatham House, 2006.

⁴⁶ C. Therme, « L'entente stratégique russo-iranienne : une menace pour la sécurité ? », *Perspectives MOM*, Ifri, mai 2006.

⁴⁷ Au terme de la guerre Iran-Irak et du retrait soviétique d'Afghanistan en 1989, Gorbatchev et Rafsandjani ont initié un rapprochement fondé sur une communauté d'intérêts sécuritaires et économiques. J.W. Parker, *Persian Dreams : Moscow and Tehran since the Fall of the Shah*, Washington, Potomac Books, 2008, p. 23-24.

Toutefois, cette relation ne peut être dissociée de leur politique respective à l'égard des États-Unis. La Russie utilise le dossier iranien dans ses relations avec Washington⁴⁸. De son côté, Téhéran voit en Moscou un contrepoids dans ses rapports de force avec la Maison Blanche⁴⁹.

S'il n'est pas dans l'intérêt de Moscou de favoriser l'émergence d'une puissance militaire nucléaire sur son flanc sud, les intérêts stratégiques de la Russie ne sont pas toujours le principal facteur déterminant les décisions en matière de politique étrangère. L'intransigence de Téhéran affaiblit les positions de Moscou comme médiateur. La poursuite des coopérations sensibles de la Russie avec l'Iran risque de s'avérer plus coûteuse pour Moscou.

Eloigner Moscou de Téhéran : la « diplomatie des S-400 »

Evoquée plus haut, la perspective du contrat d'armement entre la Russie et l'Arabie saoudite appelle plusieurs commentaires. Très clairement, il apparaît qu'en se rapprochant de la Russie, Riyad espère l'éloigner de Téhéran. En négociant avec le Kremlin, l'Arabie saoudite aspire à mener sa propre politique sur le dossier iranien, et ne plus être dépendante de la volonté de Washington.

Ainsi, les relations russo-iraniennes pourraient constituer un obstacle important à la signature de contrats plus conséquents entre la Russie et l'Arabie saoudite. Le ministre saoudien des Affaires étrangères, Saud Al-Faisal, a clairement fait savoir, lors d'une visite officielle à Moscou en février 2008, que le Royaume n'accorderait à la Russie de lucratifs contrats d'armements qu'à la condition de freiner sa coopération militaire avec l'Iran. À l'occasion d'un déplacement du prince Bandar en juillet 2008 dans la capitale russe, celui-ci a réitéré l'exigence saoudienne à D. Medvedev et V. Poutine⁵⁰.

Il est fort probable que Riyad conditionne ses promesses de contrats aux entreprises russes à une distanciation de Moscou à l'égard de Téhéran. Du point de vue de Riyad, un Iran nucléarisé constituerait une menace tant pour les intérêts du Royaume que pour

⁴⁸ C'est la position dominante vis-à-vis de l'Iran au sein de l'élite russe depuis la fin du premier mandat présidentiel de Poutine. Cette élite manifeste un certain scepticisme à l'égard de l'Iran, qui se serait traduit par des retards répétés dans la construction de la centrale nucléaire de Bushehr et par un rapprochement avec Israël. D. Shlapentokh, « Russian Elite Image of Iran », Strategic Studies Institute, US Army War College, Sept. 2009, p. 50-66, <www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pubs/download.cfm?q=396>.

⁴⁹ J.W. Parker, *op. cit.* [47], p. 296-297.

⁵⁰ « The Arab Seduction », *op. cit.* [41].

ceux de la Russie. En conséquence, des ventes d'armes russes à l'Arabie saoudite – qui ne menace pas la Russie – en remplacement de livraisons d'armes à l'Iran servirait les intérêts sécuritaires et commerciaux de Moscou.

Cependant, Moscou envisage, dans l'éventualité de la signature de contrats avec l'Arabie saoudite, un maintien de ses liens étroits avec le régime iranien. Plusieurs avantages sont susceptibles de motiver le régime saoudien dans ce sens. Riyad est désireux d'être perçu comme un acteur plus indépendant sur la scène internationale, notamment en diversifiant ses approvisionnements d'armes. Dans ce domaine, le régime saoudien est frustré de ne pas pouvoir acquérir les armes qu'il souhaite auprès des États-Unis, en raison des restrictions du Congrès.

Il est probable que Moscou espère que l'un au moins de ces motifs prévaudra à Riyad ; et que la coopération russo-saoudienne tant militaire qu'économique ira croissant, tout en maintenant l'actuel niveau de partenariat entre Moscou et Téhéran. Auquel cas, la dépendance des deux puissances de la région vis-à-vis de l'armement russe constituerait pour la Russie un levier non négligeable, qui lui permettrait d'accroître incontestablement son poids stratégique au Moyen-Orient. La question est aussi de savoir, pour Moscou, si les Saoudiens adhéreront strictement à cette ligne ou reculeront à un moment donné.

À Téhéran, les cercles de décision ne cachent pas leur irritation⁵¹. En plus de la perspective de la vente russe de S-400 à Riyad, Moscou retarde clairement le transfert des systèmes antimissile S-300 à l'Iran, annoncé en 2007, mais maintes fois différé à la suite de pressions israéliennes. Depuis l'accession de D. Medvedev au Kremlin, les tensions entre la Russie et l'Iran apparaissent au grand jour. Le président russe a menacé Téhéran de sanctions au Conseil de sécurité de l'ONU. Depuis les révélations des présidents américain et français et le premier-ministre britannique sur les installations nucléaires de Qom en septembre 2009, les Russes ont sans doute réalisé que leur soutien à l'Iran était plus une contrainte qu'un atout. Toutefois, Moscou reste très réticente à accepter des sanctions qui pénaliseraient ses intérêts, comme un embargo sur les armes.

⁵¹ En novembre 2009, le chef d'État-major des forces armées iraniennes annonçait publiquement : « Nous sommes mécontents du comportement de nos amis russes. Les stratèges russes ne réalisent-ils pas l'importance géopolitique de l'Iran pour *leur* sécurité ? », dans « S-300 : Moscou viole ses engagements selon Téhéran », RIA Novosti, 13 novembre 2009. Une semaine plus tard, la Russie annulait le lancement d'un satellite iranien. « Iran to Launch Satellite on Its Own by Late 2011 », *China Daily*, 21 novembre 2009.

Conclusion

La relation russo-saoudienne est instructive sur la « diplomatie arabe » de la Russie. Malgré des atouts dont elle a su tirer parti, Moscou fait face à deux limites : l'enracinement des États-Unis au Moyen-Orient, et le fait que la Russie, désidéologisée, n'a guère autre chose à proposer aux États arabes que des projets énergétiques et de ventes d'armes.

À ce niveau, la Russie apparaît comme un simple acteur dans le jeu de balancier auquel se livrent les puissances moyen-orientales. Lorsque Riyad n'obtient pas entière satisfaction des États-Unis en termes de pression sur Israël – par exemple lorsqu'il s'agit de relancer le processus de paix –, ou lorsqu'il perçoit que les liens saoudo-américains se distendent, l'Arabie saoudite se tourne délibérément et ouvertement vers la Russie pour entamer des négociations sur des livraisons d'armes. Au final, celles-ci vont rarement à leur terme. Le but n'est pas en réalité de recevoir de nouvelles armes en provenance de Russie⁵² ; il s'agit d'un exercice destiné à provoquer les États-Unis et à faire passer le message que les inquiétudes arabes doivent être entendues, ou que de la stabilité de la monarchie dépend la sécurité énergétique de Washington.

Ainsi, compte tenu du tropisme américain des politiques étrangères russe et saoudienne, on peut se demander si la relation russo-saoudienne n'est pas moins significative en soi que son impact indirect sur les relations entre Moscou et Washington. L'éventuelle acquisition de S-400 par Riyad pourrait constituer une sorte de « gentleman's agreement » entre les exécutifs russe et américain. Le Kremlin renoncerait à soutenir ostensiblement le régime iranien et à lui livrer des armements sophistiqués, en échange d'un abandon, par la Maison Blanche, de son programme de défense antimissile en Europe de l'Est. Aussi, la teneur de la relation russo-saoudienne dépend fortement de l'état des relations entre Riyad et Washington. Ces deux invariants rendent tout rapprochement stratégique entre la Russie et l'Arabie saoudite peu crédible sur le moyen terme. D'autant plus que de multiples déterminants – politiques, économiques et stratégiques – entrent en jeu. D'abord, le partenariat entre l'Arabie saoudite et les États-Unis dure depuis six décennies. Même si Riyad

⁵² D'autant que, sous un angle purement technique, se poserait un problème d'interopérabilité entre les armements occidentaux et russes. Par ailleurs, en se tournant vers les Russes, les dirigeants du Royaume exprimeraient indirectement leur mécontentement quant aux prix demandés par les entreprises occidentales.

ambitionne de diversifier ses contacts de politique étrangère, les intérêts des deux pays sont trop liés pour assister à une remise en cause de cette alliance. Moscou ne parviendrait jamais à occuper la place laissée vacante par les Américains dans le pays ; d'ailleurs, elle ne l'ambitionne pas. En outre, la rivalité énergétique est sous-jacente à la relation russo-saoudienne. Une alliance entre les deux pays ne serait véritablement possible qu'après l'adhésion de la Russie à l'OPEP. Or, Riyad « tient les clés » du cartel, et l'on voit mal Moscou accepter le rôle de *junior partner* de l'Arabie saoudite dans le domaine qui a permis à la Fédération de Russie de revenir sur le devant de la scène internationale. Enfin, le rôle géopolitique de l'Iran reste central dans la « carte mentale » des stratèges russes. Avec la Turquie et l'Afghanistan, l'Iran constitue un élément primordial de l'« arc sécuritaire » de la Russie sur son flanc méridional. Même si l'on assiste à une dégradation de la relation russo-iranienne, l'éventualité que les dirigeants russes aillent jusqu'au point de rupture avec Téhéran reste limitée. Cependant, pour éviter cela, Moscou ne sacrifiera pas ses relations avec les pays occidentaux.

Au final, pour Moscou, il s'agit avant tout d'acquérir des leviers permettant d'améliorer l'image politique de la Russie ainsi que sa marge de manœuvre – avant tout économique – dans le monde arabo-musulman. Cette politique est parfois confuse, dans la mesure où le Kremlin semble « jouer sur tous les tableaux », en tentant de maintenir les meilleures relations possibles avec Riyad et Téhéran, avec en toile de fond ses rapports avec la Maison Blanche.